

# Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-roumaines, la construction européenne, le site de Belfort d'Alstom et sur l'OTAN, à Bucarest le 13 septembre 2016.

Monsieur le Président,

D'abord laissez-moi vous remercier ainsi que l'ensemble des autorités roumaines pour votre invitation. C'est la première visite d'Etat d'un président de la République française depuis 1997, c'est-à-dire depuis Jacques CHIRAC.

Vous m'aviez lancé cette proposition, il y a quelques mois, peut-être même davantage, et je suis très heureux de pouvoir ici respecter la promesse que je vous avais faite de venir.

Ma réponse à votre invitation est à la hauteur de la relation historique, culturelle, linguistique, économique, scientifique que nous avons tissée, génération après génération, entre la France et la Roumanie. Un partenariat stratégique a été défini, il y a quelques années et cette visite d'Etat doit non seulement le respecter, le mettre en uvre, mais le renforcer et l'amplifier. Et c'est ce que nous allons illustrer à travers un certain nombre de projets qui aujourd'hui sortent de terre ou sont réalisés.

Le premier, Monsieur le Président, c'est ce que nous allons voir ensemble le site du laser ELI, c'est-à-dire un site où nos chercheurs de très haut niveau ont été capables de mettre leurs compétences et leurs sciences en commun pour arriver à la lumière extrême. Il n'est déjà pas facile de trouver la lumière mais la lumière extrême. Donc il fallait que des Roumains et des Français puissent se mettre ensemble pour y parvenir.

Et à travers cette coopération scientifique, ce sont aussi des liens industriels qui se sont établis puisque c'est THALES qui participe à la construction d'infrastructures et que nous aurons une suite entre les chercheurs roumains et les chercheurs français du CNRS, notamment sur le plateau de Saclay et il va y avoir des investissements supplémentaires et des engagements nouveaux qui vont être conclus.

La deuxième illustration de ce qu'est le partenariat stratégique est ce que nous allons faire sur le site de Brasov, l'usine d'hélicoptères, d'AIRBUS, et qui s'inscrit dans ce que nous voulons montrer ensemble, la France et la Roumanie, c'est-à-dire notre volonté de coopérer en matière de défense.

Dans le cadre du partenariat stratégique, le président IOHANNIS a dit que nos ministres des Affaires étrangères se retrouvaient régulièrement, il en sera de même pour nos ministres de la Défense. Face à des menaces qui existent, face à des réponses qui doivent être formulées et également dans le cadre de l'Europe de la Défense, nous voulons que nos deux pays puissent régulièrement échanger leurs informations et surtout, leurs analyses et mettre en commun des politiques parce que notre objectif est de construire une industrie européenne de la Défense. La France depuis plus de vingt ans a compris que la Roumanie voulait se développer, que la Roumanie voulait s'ouvrir, que la Roumanie voulait s'intégrer à l'Union européenne. Et la France a toujours été au côté de la Roumanie.

Aujourd'hui il y a près de 500 entreprises françaises qui sont présentes en Roumanie et qui

contribuent à l'emploi de plus de 100 000 Roumains. Et dans le cadre de cette visite, je ferai en sorte que nous puissions mettre la France en situation de répondre à tous les besoins de l'économie roumaine. Aussi bien pour les nouvelles technologies, il y a de nombreuses start-up françaises qui sont en Roumanie, avec là encore de jeunes entreprises roumaines et dans le domaine de la transition énergétique, de l'environnement, des transports, des transports terrestres, y compris ferroviaires et de faire en sorte que nous puissions avoir également sur les aéroports, sur tout ce qui contribue à l'aménagement des villes, des réponses qui peuvent être attendues de nos partenaires roumains.

Cette visite d'Etat, c'est aussi mettre en valeur la coopération universitaire de très haut niveau que nous avons pu établir. Il y a plus de 600 accords de partenariat qui existent entre les établissements d'enseignement supérieur français et des établissements supérieurs roumains. C'est considérable.

La France est la première destination des étudiants roumains dans le cadre du programme Erasmus. Ils sont plus de 4000, et nous voulons qu'ils puissent être même davantage.

Cette attractivité de la France par rapport aux étudiants roumains vient de la francophonie que nous avons en partage. Je n'oublie pas qu'il y a dix ans s'était tenu un Sommet de la francophonie ici en Roumanie et que la Roumanie, avec ses racines latines, fait en sorte que la langue française qui est une langue universelle puisse être enseignée et parlée.

20 % des élèves roumains apprennent le français en première langue. Et je remercie les autorités roumaines pour faire autant de place que nécessaire à la langue française. Et 80 % des Roumains apprennent le français en langue vivante 2.

Alors dès lors que nous avons ce lien linguistique, nous avons voulu le mettre au service de la culture, de nos cultures. Je sais combien la culture française a été enrichie par des Roumains, parfois contraints à l'exil pendant toute une période, et qui sont venus donner le meilleur d'eux mêmes pour la France.

Ce qui fait que la culture française a une inspiration roumaine, aujourd'hui on le voit aussi à travers le cinéma, qui est une grande réussite de la coopération entre la France et la Roumanie mais aussi consacre le talent des artistes et des créateurs roumains.

Alors nous avons décidé, le président IOHANNIS et moi-même qu'à l'occasion du centenaire de la naissance de la Roumanie moderne, serait organisée une saison culturelle croisée qui commencerait le 1er décembre 2018 jusqu'en juillet 2019 et qui correspondrait d'ailleurs à la période où la Roumanie aurait la présidence de l'Union européenne.

Je vous parle de l'Europe et avec le président IOHANNIS. Nous serons à Bratislava dans trois jours. Nous avons les mêmes priorités. La première priorité est de protéger les Européens, d'assurer leur sécurité, de contrôler les frontières extérieures. Et chaque pays doit faire un effort. Les pays qui sont membres de l'espace Schengen comme ceux qui n'y sont pas encore, mais qui y aspirent.

La Roumanie s'est dotée de ce qu'on appelle un programme PNR, pour le contrôle de la circulation des personnes qui utilisent les aéroports. La Roumanie s'est donc dotée d'une structure pour suivre les individus qui peuvent mettre en cause notre sécurité.

Pour nous, c'est un point essentiel par rapport notamment, à la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi les discussions doivent maintenant être menées à Bruxelles pour voir comment les aéroports roumains peuvent apporter très concrètement leur contribution dans le cadre de l'espace Schengen, et leur efficacité.

Nous avons aussi voulu que l'Europe puisse avoir des règles, y compris pour assurer la libre circulation. L'Europe, c'est la croissance. Ce devrait être davantage de croissance. L'Europe c'est l'emploi, et cela devrait être davantage d'emploi. D'où le soutien que nous donnons au plan JUNCKER, à ce qu'il peut devenir dans les prochaines années et aussi aux investissements qui doivent être facilités.

Mais nous avons voulu discuter franchement de la question des travailleurs détachés. Parce qu'il ne peut pas être accepté qu'il y ait des fraudes, qu'il y ait des abus qui finissent par entraver la libre circulation et c'est donc l'intérêt de tous de mettre en cause des sociétés écrans, de punir

des employeurs qui abuseraient de cette situation et qui utiliseraient les travailleurs détachés au détriment du travail et de son respect. Et qui d'ailleurs ne pourrait qu'encourager les extrémistes et les populistes à mettre en cause l'Europe. C'est donc une cause que nous devons partager ensemble, de manière à ce que la directive sur les travailleurs détachés puisse être corrigée, puisse être modifiée, puisse être révisée. C'est le cas en ce moment, tout en respectant les principes qui nous unissent.

J'ai également abordé avec le président IOHANNIS, la question des Roms qui à un moment, il y a quelques années, avait eu des conséquences politiques en France. Cette question a pu depuis 2012, être abordée et des réponses être trouvées de part et d'autres. De façon à ce que nous puissions contrôler les mouvements, que nous puissions assurer le retour d'un certain nombre de Roms vers la Roumanie, que nous puissions en insérer d'autres dans notre propre pays, dès lors qu'il y a cette volonté. Et enfin que nous puissions appuyer les politiques menées par la Roumanie, pour lutter contre la pauvreté et permettre justement aux Roms de pouvoir vivre dignement dans leur pays. Et nous aurons à poursuivre dans cette direction.

C'est une question, j'allais dire de dignité, de solidarité et aussi de responsabilité pour éviter là encore qu'il puisse y avoir des utilisations de cette question par des xénophobes.

Enfin le président IOHANNIS et moi-même avons abordé les sujets internationaux et notamment l'Ukraine pour faire valoir que les accords de Minsk sont l'unique solution et leur application, l'unique méthode pour aboutir au résultat que nous cherchons tous, c'est-à-dire la stabilité, la sécurité et la paix.

De la même manière par rapport aux questions du Moyen-Orient, nous devons appuyer tous les efforts pour la trêve car ce qui se produit en ce moment même, toujours en ce moment, est une attaque directe à l'égard des droits humains. Mais nous devons faire en sorte que la négociation puisse s'ouvrir et déboucher sur une transition politique en Syrie.

De la même manière je veux remercier la Roumanie pour la solidarité dont elle a fait preuve à l'égard de la France après les attaques terroristes. Mais aussi par rapport à la présence de soldats roumains en Afrique pour nous venir en soutien dans le cadre des opérations internationales aussi bien au Mali qu'en Centrafrique. C'est aussi cela la solidarité européenne. L'Afrique est un continent d'avenir, mais il y a des risques pour sa sécurité, pour son développement, donc nous devons agir, ce sera également l'un des thèmes de Bratislava.

Enfin j'ai souhaité, comme je le fais partout, que l'accord de Paris sur le climat puisse être ratifié à la fin de l'année. Nous avons obtenu déjà des succès. La France a été la première, mais c'était son devoir. La Chine, les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine. Bref, il nous faut avoir une Europe qui à la fin de l'année puisse être en situation d'être partie prenante de l'application, de la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Pour toutes ces raisons, je suis vraiment très heureux d'être ici en Roumanie parce que c'est bien sûr un pays européen. Mais ce n'est pas un pays européen aux yeux de la France comme les autres. C'est un pays où nous avons tellement de racines communes, tellement de cultures à partager et tellement de liens qu'en étant ici en Roumanie, j'ai le sentiment d'être aussi, merci grâce à vous, un peu chez nous.

Journaliste : Une question d'abord pour vous Monsieur HOLLANDE, vous étiez à Athènes vendredi dernier et vous rencontrerez la chancelière allemande, Angela MERKEL, jeudi prochain, quels sont les points de divergence qui restent à régler entre ces deux blocs, le Sud de l'Europe et je dirais le Nord, avant le sommet de Bratislava ? Et est-ce que vous avez le sentiment que l'Allemagne soutient désormais votre projet de doubler le plan Juncker ? Subsidièrement et toujours à propos de monsieur JUNCKER, il a souhaité saisir un comité d'éthique au sujet de l'embauche de son prédécesseur par GOLDMAN SACHS, soutenez-vous cette initiative, pensez-vous qu'il faut aller plus loin encore ?

LE PRESIDENT : L'Europe ne fonctionne plus avec des blocs, c'est l'histoire, c'est fini. L'Europe s'est unie, elle s'est unie parce qu'elle partage ou elle doit partager les mêmes valeurs, les mêmes engagements, les mêmes perspectives. Elle ne s'est pas unie simplement pour que chacun viennent trouver dans le budget européen sa juste part. L'Europe a affronté une situation extrêmement difficile à travers la question des réfugiés qui a montré des différences

extrêmement difficile à travers la question des réfugiés qui a montré des différences incontestablement, mais qui aujourd'hui doit nous rappeler que c'est à travers les principes de Schengen, la protection des frontières que nous devons trouver la solution, y compris en accordant l'asile à des femmes, à des hommes qui relèvent de cette protection. Et cela, c'est le principe même qui unit l'Europe. Donc nous nous retrouverons à Bratislava pour assurer la sécurité et la protection, notamment des frontières. C'est ce que la France et, l'Allemagne - l'Italie s'est également jointe à nous- avons posé. Nous devons faire en sorte et nous venons d'en parler avec le président IOHANNIS, que la défense européenne ne soit pas simplement une invocation, mais puisse se marquer à travers des étapes et par exemple il y a déjà un plan commun qui a été présenté par les ministres de la Défense français et allemand. Et avec la Roumanie par exemple, nous mettons en place les bases d'une industrie de défense. La première priorité de Bratislava est de savoir pourquoi nous sommes ensemble, maintenant à 27 puisque les britanniques ont choisi de quitter l'Union européenne. Quest-ce que nous portons comme valeurs, comme principes et comme projets ? Nous devons assurer la protection des européens et faire en sorte que l'Europe ait une ambition de prospérité, de croissance, d'investissement. D'où l'enjeu du plan Juncker. Et je souhaite qu'il puisse être doublé de manière à ce qu'au cours des prochaines années, nous ayons toujours un courant d'investissement qui permette de préparer l'économie de demain, notamment dans les domaines du numérique ou de la transition énergétique.

Et puis l'Europe doit être un espoir et si elle n'est plus un espoir, elle n'est plus l'Europe. Elle a été longtemps un espoir pour ceux qui n'étaient pas dans l'Europe. Elle a été un espoir pour ceux qui y étaient, parce que c'était justement un marché qui s'ouvrait, une monnaie qui se construisait. Et puis la paix y avait été assurée, ce que l'on pouvait penser être la capacité pour l'Europe de se faire entendre dans le monde. Cet espoir s'est dissipé. Pour que nous puissions le renouveler, les jeunes générations doivent être les priorités de l'Europe et mobilité, culture, recherche, capacité de pouvoir se former et de disposer d'un emploi. C'est aussi la priorité que je porterai à Bratislava. Je pense que nous ne serons pas seuls puisqu'avec la chancelière et Matteo RENZI, nous avons déjà établi ces lignes. Nous venons de le faire avec le président IOHANNIS, je recevrai madame MERKEL avant même le sommet de Bratislava, et ce seront ces objectifs là. Avec un agenda que nous devons fixer jusqu'à l'anniversaire du traité de Rome, parce que je pense que cela devrait être le point nous permettant de montrer qu'une nouvelle impulsion a été donnée à l'Union européenne. Voilà pour les questions.

Sur ce que vient de décider monsieur JUNCKER, par rapport à la situation de monsieur BARROSO, je m'étais déjà exprimé quand l'information avait été rendue publique. J'avais exprimé non seulement mon étonnement, par rapport aux choix professionnels de monsieur BARROSO, mais également mon exigence que les règles éthiques puissent être respectées. Et que tout conflit d'intérêt puisse être écarté, parce qu'aller chez GOLDMAN SACHS quand on sait que c'est GOLDMAN SACHS qui a été une des causes des difficultés que nous avons pu rencontrer, ça justifiait une procédure. C'est celle que monsieur JUNCKER vient d'engager et j'appuie entièrement son initiative.

LE PRESIDENT : La sécurité, la défense commencent par la protection des frontières et nous avons déjà augmenté le nombre de garde-côtes, de gardes-frontières. La France y a pris sa part. Et dans les prochains mois nous devons encore augmenter ces effectifs.

La protection et la défense des frontières, c'est aussi des bateaux qui peuvent, en Méditerranée, sauver des vies. C'est ce que ces opérations permettent de faire, repousser un certain nombre d'embarcations qui n'ont pas à venir jusqu'en Europe, lutter contre les passeurs et les filières et arrêter ceux qui sont à la tête de ces trafics.

Après, que devons-nous faire au titre de l'Europe de la Défense ? Premièrement nous devons investir davantage. Les efforts qui sont ceux des principaux pays européens ne sont pas suffisants. La France fait sa part, la France est le premier budget de défense de l'Europe, mais nous devons faire en sorte que tous les pays consacrent davantage qu'aujourd'hui pour la défense au sens le plus large du terme et en terme d'investissement, en terme justement de capacité, en terme de technologie. Le deuxième effort que nous devons organiser, que nous devons consentir

-la France, là aussi, a déjà pris ses responsabilités c'est la projection des forces. C'est ce que nous devons faire, lorsqu'il y a une opération internationale qui est décidée ou lorsqu'il y a une situation de très grande urgence, de pouvoir déployer des forces communes à l'extérieur même de nos frontières. Voilà les principes qui doivent organiser l'Europe de la Défense dans le cadre de l'alliance. Mais nous devons bien prendre conscience que la lutte contre le terrorisme exige qu'il y ait de la part des Européens une organisation qui puisse être différente du passé. Nous sommes dans un autre moment stratégique. Il y a des menaces qui justifient que l'Europe puisse maintenant franchir une étape nouvelle dans l'organisation et le financement de sa défense.

Jean-Jérôme BERTOLUS, I TELE : Cette question s'adresse plutôt à vous sur ALSTOM. De hauts responsables de l'opposition accusent l'Etat d'aveuglement, compte tenu de sa participation. Alors la question est : pourquoi effectivement n'avoir pas su anticiper la décision d'ALSTOM, comment l'exécutif et Bercy n'ont pas su anticiper ? Et aujourd'hui, est-ce vraiment le rôle de l'Etat de faire pression sur les entreprises qui passent des appels d'offres, pour qu'elles tentent de sauver le site de Belfort ? Et une question incidente, vous aviez promis de revenir chaque année à Florange, alors, quand allez-vous retourner à Florange ?

LE PRESIDENT : La question est finalement actuelle, non pas simplement par ce qui a été annoncé dans la précipitation et sans concertation par la Direction d'ALSTOM, mais parce qu'ALSTOM est présente, ici, en Roumanie, et je vais défendre la position d'ALSTOM, ici en Roumanie, par rapport à des perspectives d'appels d'offres qui auront des retombées, et pour la Roumanie, et pour la France.

ALSTOM est une entreprise privée, qui doit pour beaucoup son activité aux commandes qui peuvent être adressées par des entreprises publiques, des régions, des collectivités, ou par ce que nous pouvons avoir comme contrats à l'exportation.

J'ai fixé l'objectif. L'objectif est d'assurer la pérennité du site de Belfort ALSTOM, pour les prochaines années et pas simplement pour les deux ans qui viennent, mais pour les prochaines années. Cela suppose une mobilisation de tous. Ce n'est pas d'avoir un pourcentage dans le capital qui nous permet d'en être sûrs. Nous sommes très minoritaires et c'est de dire que le groupe ALSTOM doit prendre conscience de ce qu'il représente à l'échelle du monde, et que le site de Belfort peut être conforté à travers un certain nombre de prises de commandes dans le cadre des marchés qui existent et qui doivent être accélérés. C'est ce que le gouvernement fait et je pense que ceux qui parlent devraient considérer que leur premier devoir est de soutenir les efforts du gouvernement pour assurer à ALSTOM et au site de Belfort en particulier, son avenir. Mais je l'assure ici, tout sera fait pour que le site de Belfort puisse être pérennisé. Pérennisé, ça veut dire pour de nombreuses années. Florange qui n'a pas grand-chose à voir avec le sujet dont on vient de parler. C'est ArcelorMittal. J'ai fait en sorte que les engagements qui ont été pris, puisque le haut-fourneau était déjà à l'arrêt, puissent aboutir à ce qu'il y ait plus de 180 millions d'euros d'investissements supplémentaires sur Florange, qu'il n'y ait aucun licenciement et même aucun plan social et que tous les personnels soient reclassés et c'est le cas.

Il y a plus de 190 millions d'euros d'investissements qui ont été engagés, les personnels ont pu être reclassés, un centre de recherches public qui associe des partenaires privés est en ce moment en construction. J'irai moi-même en constater l'avancement, et si possible l'inauguration, dans les prochaines semaines.

Journaliste : Monsieur le président, comment vous assurez-vous que l'armée européenne ne doublera pas l'activité de l'OTAN ? N'est-il pas en danger que cette armée européenne affaiblisse ce que l'OTAN signifie en ce moment. Je vous remercie.

LE PRESIDENT : Les pays européens, la plupart, appartiennent à une alliance l'OTAN, nous entendons tous y rester, y prendre notre part, et y jouer notre rôle. Mais dans le cadre de cette alliance, l'Europe doit elle-même s'organiser. Elle ne peut pas dépendre d'une puissance amie extérieure. Elle doit avoir les capacités militaires, elle doit avoir les industries, elle doit avoir des forces de projection qui lui permettent, dans le cadre de l'alliance, d'agir. On ne va pas faire deux organisations. C'est dans la même alliance que nous devons porter cette Europe de la Défense. Si

nous attendons tout de nos alliés, nous risquons d'être à un moment menacés, ou en tout cas incapables de décider de manière autonome, de nos choix. Et la France, elle, est très attachée à la fois au respect de l'alliance et à l'autonomie stratégique qui doit être la nôtre. Je pense que tous les pays européens veulent avoir cette bonne intelligence au sein de l'alliance, mais en même temps prendre toute leur part.

J'étais donc au sommet de l'OTAN, le président IOHANNIS y était avec moi, et c'est cette ligne stratégique qui a été développée.